

# Position et appel des Soulèvements de la terre sur le mouvement agricole en cours

vendredi 2 février 2024, par [Les Soulèvements de la Terre](#) (Date de rédaction antérieure : 30 janvier 2024).

**Voilà une semaine que le monde agricole exprime sa colère au grand jour et en acte : celui d'un métier devenu quasiment impraticable, croulant sous la brutalité des dérèglements écologiques qui s'annoncent et sous des contraintes économiques, normatives, administratives et technologiques asphyxiantes.**

**Alors que les blocages se poursuivent un peu partout, nous soumettons quelques mises au point sur la situation depuis le mouvement des Soulèvements de la terre.**

**Nous sommes un mouvement, d'habitant·es des villes et des campagnes, d'écologistes et de paysan·nes, installé·es ou en installation.** Nous refusons la polarisation que certains essaient de susciter entre ces mondes. Nous avons fait de la défense de la terre et de l'eau notre point d'entrée et d'ancrage. Ce sont les outils de travail des paysans et des milieux nourriciers. Nous nous mobilisons depuis des années contre les grands projets d'artificialisation qui les ravagent, les complexes industriels qui les empoisonnent et les accaparent. Soyons clair·es, le mouvement actuel dans son hétérogénéité même, a été cette fois initié et largement porté par d'autres forces que les nôtres. Avec des objectifs affichés parfois différents, et d'autres dans lesquels nous nous retrouvons absolument. Quoi qu'il en soit, lorsque que les premiers blocages ont commencé, nous avons, depuis différents comités locaux, rejoint certains barrages et certaines actions. Nous sommes allé·es à la rencontre de paysan·nes et d'agriculteurs·rices mobilisé·es. Nous avons échangé avec nos camarades de différentes organisations paysannes pour comprendre leurs analyses de la situation. Nous nous sommes retrouvé·es nous-mêmes dans la digne colère de celles et ceux qui refusent de se résigner à leur extinction.

**Nous ne pouvons que nous réjouir que la majorité des agriculteurs·rices bloquent le pays aujourd'hui. Qu'ils et elles soient représenté·es par la FNSEA et des patrons de l'agro-business dans les instances de négociation avec le gouvernement est consternant,** à l'heure où les cadres du syndicat majoritaire sont copieusement sifflé·es sur certains blocages et où ce dernier ne peut plus retenir ses bases. De nombreuses personnes sur les barrages ne sont pas syndiquées et ne se sentent pas représentées par la FNSEA.

*« Les deux tiers des entreprises agricoles n'ont pas, en termes économiques, de raison d'être. Nous sommes d'accord pour réduire le nombre d'agriculteurs »* - **Michel Debatisse, secrétaire général de la FNSEA, 1968**

**Fondé après guerre, ce syndicat hégémonique a accompagné le développement du système agro-industriel depuis des décennies, en co-gestion avec l'État. C'est ce système qui met la corde au cou** des paysan·nes, qui les exploitent pour nourrir ses profits et qui finalement les poussent à s'endetter pour s'agrandir afin de rester compétitif·ves ou disparaître. En 1968, Michel Debatisse, alors secrétaire général de la FNSEA avant d'en devenir le président, déclarait [1] : « Les

deux tiers des entreprises agricoles n'ont pas, en termes économiques, de raison d'être. Nous sommes d'accord pour réduire le nombre d'agriculteurs ». Mission plus que réussie : le nombre de paysan.nes et de salarié.es agricoles est passé de 6,3 millions en 1946, à 750 000 au dernier recensement de 2020. Tandis que le nombre de tracteurs dans nos campagnes augmentait d'environ 1000%, le nombre de fermes chutait lui de 70% et celui des actifs agricoles de 82% : autrement dit, ce sont plus de 4 actifs sur 5 qui ont quitté le travail agricole en seulement quatre décennies, entre 1954 et 1997. Et la lente hémorragie se poursuit aujourd'hui...

Alors que la taille moyenne d'une exploitation en France en 2020 est de 69 hectares, celle d'Arnaud Rousseau, actuel dirigeant de la FNSEA, ancien courtier et négociant tout droit sorti d'une business school, s'élève à 700 hectares et il est à la tête d'une quinzaine d'entreprises, de holdings et de fermes, président du conseil d'administration du groupe industriel et financier Avril (Isio4, Lesieur, Matines, Puget, etc.), directeur général de Biogaz du Multien, une entreprise de méthanisation, administrateur de Saipol, leader français de la transformation de graines en huile, président du conseil d'administration de Sofiprotéol...

Les cadres de la FNSEA tout comme les dirigeants des plus grosses coopératives agricoles - abondamment représentés par la « Fédé » et ses satellites - se gavent [1] : le revenu moyen mensuel des dix personnes les mieux payées en 2020 au sein de la coopérative Eureden est de 11 500 €.

**Les revenus moyens des agriculteurs brandis sur les plateaux et le mythe de l'unité organique du monde agricole masquent une disparité de revenus effarante et de violentes inégalités socio-économiques qui ne passent plus : les marges des petits producteurs ne cessent de s'éroder tandis que les bénéfices du complexe agro-industriel explosent.**

Dans le monde, le pourcentage du prix de vente qui revient aux agriculteurs est passé de 40% en 1910 à 7% en 1997, selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). De 2001 à 2022, les distributeurs et les entreprises agroalimentaires de la filière lait ont vu leur marge brute s'envoler de respectivement 188% et 64%, alors même que celle des producteurs stagne quand elle n'est pas simplement négative.

Une des raisons qui poussent le monde agricole à bloquer les autoroutes, à ouvrir des bouteilles de lait à Carrefour (Epinal-Jeuxey) ou à bloquer les usines Lactalis (Domfront, Saint-Florent-le-Vieil, etc.), à labourer un parking (Clermont-l'Hérault), à bloquer le port de la Rochelle, à vider des camions venus de l'étranger, à asperger de lisier une préfecture (Agen), à retourner un Macdo (Agens), à sortir c'est que les industriels intermédiaires de l'amont (fournisseurs, vendeurs d'agroéquipements, semenciers industriels, vendeurs d'intrants et d'aliments) et de l'aval des filières (les coopératives de collecte-distribution comme Lactalis, les industriels de la grande distribution et de l'agroalimentaire comme Leclerc) qui structurent le complexe agroindustriel les dépossèdent des produits de leur travail.

C'est ce pillage de la valeur ajoutée organisé par les filières qui explique, aujourd'hui, que sans les subventions qui jouent un rôle pervers de béquilles du système (en plus de profiter essentiellement aux plus gros) 50% des exploitant.es auraient un résultat courant avant impôts négatif : en bovins lait, la marge hors subvention qui était de 396€/ha en moyenne entre 1993 et 1997 est devenue négative à la fin des années 2010 (-16€/ha en moyenne), tandis que le nombre de paysans pris en compte par le Réseau d'information comptable agricole dans cette filière passe sur cette période de 134 000 à 74 000 [2]...

**Les accords de libre échange internationaux (que dénoncent et la Confédération paysanne, et la Coordination rurale) mettent en concurrence les paysanneries du monde entier et ont accéléré ces déprédations économiques.** Nous savons bien que, aujourd'hui, lorsque l'on parle

de « libéralisation », de « gains de compétitivité », de « modernisation » des structures, c'est que des fermes vont disparaître, que la polyculture élevage va régresser (elle ne représente plus que 11% des exploitations actuellement), ne laissant plus qu'un désert vert de monocultures industrielles menées par des exploitant-es à la tête de structures toujours plus endettées de moins en moins maîtres d'un outil de travail et d'un compte en banque qui finit par n'appartenir plus qu'à ses créanciers.

**Le constat est sans appel : moins il y a de paysan·nes, moins ils et elles peuvent gagner leur vie, sauf à agrandir toujours et encore leur surface d'exploitation, en dévorant au passage les voisin·es.** Dans ces conditions, 'devenir chef d'entreprise' comme le promet la FNSEA, c'est en réalité se trouver dans la même situation qu'un chauffeur Uber qui s'est endetté jusqu'au cou pour acheter son véhicule alors qu'il dépend d'un donneur d'ordres unique pour réaliser son activité... Ajoutons à cela la brutalité du changement climatique (événements climatiques extrêmes, sécheresses, incendies, inondations...) et les dérèglements écologiques entraînant dans leur sillage la multiplication de maladies émergentes et autres épizooties, et le métier devient presque impossible, invivable, tant l'instabilité est grande.

**Si nous nous soulevons, c'est en grande partie contre les ravages de ce complexe agro-industriel, avec le vif souvenir des fermes de nos familles que nous avons vu disparaître et la conscience aiguë des abîmes de difficultés que nous rencontrons dans nos propres parcours d'installation.** Ce sont ces industries et les méga-sociétés cumulardes qui les accompagnent, avalant les terres et les fermes autour d'elles, accélérant le devenir firme de la production agricole, et qui ainsi tuent à bas bruit le monde paysan. Ce sont ces industries que nous ciblons dans nos actions depuis le début de notre mouvement – et non la classe paysanne.

**Si nous clamons que la liquidation sociale et économique de la paysannerie et la destruction des milieux de vie sont étroitement corrélées - les fermes disparaissant au même rythme que les oiseaux des champs et le complexe agro-industriel resserrant son emprise tandis que le réchauffement climatique s'accélère - nous ne sommes pas dupes des effet délétères d'une certaine écologie industrielle, gestionnaire et technocratique.** La gestion par les normes environnementales-sanitaires de l'agriculture est à ce titre absolument ambiguë. À défaut de réellement protéger la santé des populations et des milieux de vie, elle a, derrière de belles intentions, surtout constitué un nouveau vecteur d'industrialisation des exploitations. Les investissements colossaux exigés par les mises aux normes depuis des années ont accéléré, partout, la concentration des structures, leur bureaucratisation sous contrôles permanents et la perte du sens du métier.

**Nous refusons de séparer la question écologique de la question sociale, ou d'en faire une affaire de consom·acteurs citoyens responsables, de changement de pratiques individuelles ou de « transitions personnelles » :** il est impossible de réclamer d'un éleveur piégé dans une filière hyperintégré qu'il bifurque et sorte d'un mode de production industriel, comme il est honteux d'exiger que des millions de personnes qui dépendent structurellement de l'aide alimentaire se mettent à « consommer bio et local ». Pas plus que nous ne voulons réduire la nécessaire écologisation du travail de la terre à une question de « réglementations » ou de « jeu de normes » : le salut ne viendra pas en renforçant l'emprise des bureaucraties sur les pratiques paysannes. Aucun changement structurel n'advient tant que nous ne déserrerons pas l'étau des contraintes économiques et technocratiques qui pèsent sur nos vies : et nous ne pourrons nous en libérer que par la lutte.

Si nous n'avons pas de leçons à donner aux agriculteur·rices ni de fausses promesses à leur adresser, l'expérience de nos combats aux côtés des paysan·nes — que ce soit contre des grands projets inutiles et imposés, contre les méga-bassines, ou pour se réapproprier les fruits de

l'accaparement des terres - nous a offert quelques certitudes, qui guident nos paris stratégiques.

**L'écologie sera paysanne et populaire ou ne sera pas. La paysannerie disparaîtra en même temps que la sécurité alimentaire des populations et nos dernières marges d'autonomie face aux complexes industriels si ne se lève pas un vaste mouvement social de reprise des terres face à leur accaparement et leur destruction.** Si nous ne faisons pas sauter les verrous (traités de libre-échange, dérégulation des prix, emprise monopolistique de l'agro-alimentaire et des hypermarchés sur la consommation des ménages) qui scellent l'emprise du marché sur nos vies et l'agriculture. Si n'est pas bloquée la fuite en avant techno-solutionniste (le tryptique biotechnologies génétiques - robotisation - numérisation). Si ne sont pas neutralisés les méga-projets clés de la restructuration du modèle agro-industriel. Si nous ne trouvons pas les leviers adéquats de socialisation de l'alimentation qui permettent de sécuriser les revenus des producteurs et de garantir le droit universel à l'alimentation.

**Nous croyons aussi à la fécondité et à la puissance des alliances impromptues.** A l'heure où la FNSEA cherche à reprendre la main sur le mouvement - notamment en chassant de certains des points de blocage qu'elle contrôle tout ce qui ne ressemble pas à un agriculteur « syndiqué fédé » - nous croyons que le basculement peut venir de la rencontre entre les agriculteur·ices mobilisé·es et les autres franges du mouvement social et écologique qui se sont élevées ces dernières années contre les politiques économiques prédatrices du gouvernement. Le « corporatisme » a toujours fait le lit de l'impuissance paysanne. Comme la séparation d'avec les moyens de subsistance agricoles a souvent scellé la défaite des travailleur·ses.

**Peut-être est-il temps de faire céder quelques murs. En continuant à renforcer certains points de blocage. En allant à la rencontre du mouvement pour celles et ceux qui n'y ont pas encore mis les pieds. En poursuivant ces prochains mois les combats communs entre habitant·es des territoires et travailleur·euses de la terre.**

*Les Soulèvements de la Terre - le 30 janvier 2024*

[1]  
[https://basta.media/enquete-Salaires-dirigeants-cooperatives-triskalia-coop-de-France-inegalites-agriculteurs-adherents#:~:text=11%20500%20euros%20%3A%20c'est,dans%20le%20Finist%C3%A8re%2C%20en%20Bretagne](https://basta.media/enquete-Salaires-dirigeants-cooperatives-triskalia-coop-de-France-inegalites-agriculteurs-adherents#:~:text=11%20500%20euros%20%3A%20c'est,dans%20le%20Finist%C3%A8re%2C%20en%20Bretagne;) ;  
<https://www.latribune.fr/economie/france/mediapart-revele-les-salaires-des-dirigeants-de-la-fnsea-pays-par-les-cotisations-des-agriculteurs-840217.html>

[2] Voir : Atelier paysan, Observations sur les technologies agricoles, « Une production agricole ne valorisant quasiment plus le travail »

---

**P.-S.**

• Les Soulèvements de la Terre.30 janvier 2024 :  
<https://lessoulevementsdelaterre.org/fr-fr/blog/mouvement-agricole-communique-soulevements>